



NOS PROJETS 2021



Développement
solidaire

Éditorial

2
0
2
1

Chers adhérents,

Les statistiques parlent d'elles-mêmes : aujourd'hui, 258 millions d'enfants partout dans le monde sont privés d'école. Plus de deux milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et plus de quatre milliards ne bénéficient pas de dispositif d'assainissement. C'est pour combattre ces situations inacceptables que nous continuons à nous battre.

Sans accès au savoir, les enfants, et notamment les filles, ne peuvent sortir durablement de la pauvreté, s'émanciper et accéder à un avenir meilleur. Sans accès durable à l'eau potable et à l'assainissement, les populations ne peuvent avoir une hygiène de vie leur permettant de préserver leur santé.

Cette année, le comité des projets a sélectionné huit projets pour un montant supérieur à 67 000 euros, dont cinq portent sur l'accès à l'eau potable et des travaux d'assainissement, et trois en soutien de l'éducation. Malgré le contexte de crise sanitaire qui continue de peser sur les ressources de CDC Développement solidaire, nous avons fait le choix de poursuivre notre engagement.

Nous comptons sur vous pour nous accompagner dans cette mission et nous aider à lutter contre ces statistiques. C'est en maintenant continuellement nos efforts que nous pourrons les infléchir.

Nathalie Tubiana,
présidente

Les projets financés par l'association

en 2021

Conditions d'éligibilité des projets

- L'opérateur doit être une ONG française ayant au moins trois années d'activités
- Les projets, de petite ou moyenne dimension, doivent être adaptés aux conditions du développement local (analyse de besoins spécifiques en fonction du climat, du contexte politique, économique et social, utilisation de matériaux et/ou du savoir-faire local...)
- Les habitants doivent être parties prenantes à la réalisation du projet (don de terrain, participation financière ou technique, responsable local...)
- L'autonomie de la communauté concernée doit être assurée au terme du projet

Les modalités de financement

- Le montant maximum de la contribution de CDC Développement solidaire est fixé à 20 000 €
- L'opérateur doit assurer un autofinancement de son projet à hauteur de 15 %
- Le solde doit être pris en charge dans le cadre d'un partenariat diversifié
- Les modalités de versement sont précisées dans la convention de partenariat, généralement :
 - 50 % au démarrage des travaux
 - 40 % à la réception d'éléments significatifs permettant de vérifier l'avancement du projet (factures, rapport intermédiaire, photos, témoignages...)
 - 10 % à la réception du bilan du projet assorti d'indicateurs de performance

SRI LANKA

Village de Chinabay, commune de
Kappalthurai (province Est)

**Assainissement pour 20 familles pauvres
en milieu rural**

SANTÉ



PROJET

Le Sri Lanka a dû faire face à trente ans de guerre civile, ayant opposé la majorité cingalaise bouddhiste aux séparatistes des Tigres tamoul, hindouistes et musulmans - un conflit qui a fait près de 250 000 victimes et surtout touché les provinces Nord et Est du pays. De nombreuses familles ont dû être déplacées et vivent encore actuellement dans des conditions très précaires et insalubres.

Le projet est simple. Il s'agit de construire, pour vingt familles, soit 88 personnes, vivant sous le seuil de pauvreté, des latrines individuelles répondant aux conditions d'hygiène élémentaire, respectueuses de l'environnement et conformes aux recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé.

Les familles ont été sélectionnées par *Cielo* (qui intervient au Sri Lanka depuis plusieurs années) selon différents critères : les conditions de logement, la présence d'enfants, l'équilibre culturel (familles cingalaises et tamoules en nombre égal) et également religieux (7 familles bouddhistes, 7 hindouistes et 6 musulmanes) dans un pays où les relations interculturelles et interreligieuses restent très tendues, comme en témoignent les derniers attentats de 2019. Compte-tenu de leurs faibles ressources, les familles n'acquitteront aucune contrepartie financière; les adultes participeront en apportant la main d'œuvre aux ouvriers pour la construction des latrines.

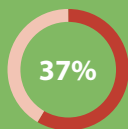
OBJECTIF

- Améliorer l'assainissement des villageois
- Réduire les maladies hydriques résultant d'un mauvais assainissement
- Soutenir l'emploi local (engagement d'ouvriers)

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Achat de matériaux
- Construction de 20 latrines familiales (avec porte et fosse septique)

ASSOCIATION PARTENAIRE



5 500 € sur
un budget de
15 000 €

Cielo
(Coopération internationale pour les équilibres locaux)

NIGER

Deux villages de la région d'Agadez,
centre du Niger

**Construction de 2 puits pour des
populations nomades du désert**

SANTÉ



PROJET

Au Niger, seules 49% des zones rurales ont accès à l'eau potable. Et les régions pastorales sont davantage touchées, tels les campements d'Azzel et Alarcés, dans la région d'Agadez, peuplés de Touaregs. Les points d'eau y sont rares, et les enfants assurent les corvées d'eau à dos d'âne, passant des journées entières sur des pistes - aucune route ne dessert les campements - et ce au détriment de leur scolarité. De plus, chaque famille vit avec moins d'un euro par jour. Les nomades, représentés par les chefs des deux villages, ont alors fait appel à *Les Puits du Désert*, présente dans cette région depuis 17 ans, et épaulée par son partenaire local.

Le projet répond à un besoin vital : sécuriser un accès proche et durable à l'eau potable. A la place de puits sommaires existants, creusés à la main par les habitants, il a été décidé de creuser et bétonner deux puits, puis de les équiper. Les adultes vont participer aux travaux de creusement, nourriront les ouvriers pendant le chantier et s'engagent ensuite à entretenir les puits. A cet effet, un comité de gestion va recueillir les cotisations annuelles des familles. Grâce à ces deux puits, pas moins de 4 500 personnes disposeront de points d'eau potable à moins d'1 km. Dans le prolongement de ce projet, il est prévu de construire une école en dur pour les enfants des deux villages.

OBJECTIF

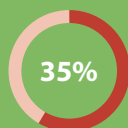
- Améliorer les conditions de vie et la santé des familles nomades
- Favoriser la scolarisation des enfants (suppression des corvées d'eau)

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Creusage de deux puits
- Travaux de construction

ASSOCIATION PARTENAIRE

Les Puits du Désert



14 000 €
sur un budget
de 40 000 €

GUATEMALA

Communauté de Chenicham,
département de Huehuetenango

**Construction de deux salles de soins
dans un poste de santé**

SANTÉ



PROJET

52% de la population guatémaltèque vit sous le seuil de pauvreté, et le pays peine à garantir à tous ses concitoyens des services de santé élémentaires. On y compte 6 lits d'hôpital pour 10 000 personnes et les dépenses de santé courantes représentent 5,7% du PIB.

Les zones rurales où vivent les populations autochtones mayas sont les plus touchées : la mortalité maternelle y est 2,2 fois plus élevée que dans le reste du pays.

Le projet mené par *Epig*, qui accompagne les communautés paysannes indigènes depuis plus de vingt-cinq ans, prévoit l'extension d'un poste de santé existant à Chenicham, dans la microrégion de

San Miguel Acatan. Deux salles de soins supplémentaires et des toilettes seront construites. Ces travaux permettront ainsi aux professionnels de santé (infirmier à plein temps, médecin, accoucheuses) de s'adresser à la population des quatre communautés vivant aux alentours, soit un potentiel de 2 280 habitants.

De plus, les malades nécessitant des soins sur plusieurs jours pourront désormais être accueillis. Le tout à un coût modique. La population va participer, à sa mesure (main d'œuvre non qualifiée et apport de matériaux présents sur place), aux différentes phases du chantier.

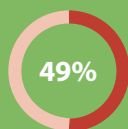
OBJECTIF

- Améliorer l'offre de soins aux populations
- Accueillir davantage de malades et sur plusieurs jours

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Achat de matériaux
- Construction de deux salles de soins
- Construction de latrines

ASSOCIATION PARTENAIRE



4 366 €
sur un budget
de 8 981 €

Epig

(Ensemble pour les Indiens du Guatemala)

CAP VERT

4 villages de la municipalité de Sao Miguel, île de Santiago

Un réseau d'eau potable pour 4 villages

SANTÉ



PROJET

L'accès à l'eau potable représente un défi majeur pour les dix îles du Cap-Vert, où la sécheresse est endémique. La saison des pluies ne dure que trois mois, avec des précipitations éparées. De plus le pays subit, depuis 2017, l'une des pires sécheresses de son histoire. Or plus de 30 % de la population dépend de l'agriculture pour survivre. Le Cap-Vert conduit alors de nombreux projets dans les énergies renouvelables : dessalement de l'eau de mer, réutilisation des eaux usées dans l'agriculture, etc.

L'Association Cap-Vert Amiens, qui intervient dans ce pays depuis plus de trente ans, notamment sur ce type de travaux, propose de raccorder 4 villages de l'île principale de Santiago à un

réseau d'eau existant, situé à proximité. Ce qui représente 237 maisons et environ mille bénéficiaires. Les habitants, qui s'approvisionnent actuellement à des bornes fontaines ou des camions-citernes, recevront ainsi l'eau potable directement à domicile. Autres avantages du projet : libérer les femmes et les jeunes des corvées d'eau - au profit de l'école pour ces derniers -, diminuer le coût de l'eau (grâce au tarif du réseau public), freiner l'exode rural. Les villageois seront aussi sensibilisés à la gestion raisonnée de l'eau. A moyen terme, l'objectif est d'engager un ambitieux chantier d'assainissement, dont les études seront menées lors de ce projet.

OBJECTIF

- Assurer l'accès à l'eau potable pour les familles et limiter les corvées d'eau
- Diminuer le coût de l'approvisionnement
- Réduire le risque de maladies hydriques

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Achat des tuyaux de distribution d'eau (3,95 kms)
- Travaux de creusement et gros œuvre
- Installation des tuyaux



10 000 €
sur un budget
de 100 000 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

Acva
(Association Cap-Vert Amiens)

SUD LAOS

Deux villages du district de Boualapha,
province de Khammouane

**Rénovation de deux écoles primaires
(avec cantine et eau courante)**

ÉDUCATION



PROJET

Le Laos est l'un des pays les plus pauvres de l'Asie du sud-est : plus de 23% de la population y vit encore sous le seuil de pauvreté. La province de Khammouane, au sud-est du pays, est mal équipée (pas de gare, d'aéroport, ni d'université) d'où la difficulté pour les ménages d'accéder aux services de première nécessité, tels l'éducation.

Enfants d'Asie a noué un partenariat de longue date avec le ministère de l'Éducation laotien et soutient de nombreuses écoles villageoises de ce district, le plus pauvre de cette région. Il s'agit de rénover et agrandir deux écoles maternelles sur deux villages, avec eau potable, cantine et potager, au profit de 300 enfants potentiels.

Mais le projet cible un public plus

large, et propose des formations professionnelles à des adolescents, ainsi que des formations continues à quelque 600 jeunes filles peu scolarisées et villageoises non formées : métier d'institutrice, filage, tissage, couture... Les autorités offrent les terrains, les parents participent aux travaux (pose de clôture, tranchées pour les canalisations, potager) et à la cantine (apport de riz, préparation des repas) ; 30 familles volontaires vont lancer un élevage de grillons.

Sans oublier le suivi régulier de séances de sensibilisation (hygiène, nutrition, travail des femmes).

Un projet complet, qui répond aux principales problématiques locales.

OBJECTIF

- Favoriser l'accès durable à l'éducation des enfants de 6 à 11 ans
- Améliorer l'état sanitaire des familles
- Augmenter la scolarisation des filles
- Encourager l'émancipation des femmes

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Remise en état/ extension des deux écoles (construction d'une 3^e classe)
- Construction de cuisines, préaux/ cantines, toilettes, jeux de plein air
- Installation de bornes-fontaines pour l'eau potable



7 500 €
sur 17 550€ (une école)
Budget global :
117 250€ (plusieurs écoles)

ASSOCIATION PARTENAIRE

Sourires d'Enfants

BURKINA FASO

Village de Goundi, commune de Réo

Rénovation d'une école primaire

ÉDUCATION



PROJET

65 % des élèves burkinabés achèvent leur scolarisation en primaire mais peu nombreux sont ceux à accéder au cycle secondaire, même les citadins. Et parallèlement, face à la très forte croissance démographique, de gros investissements matériels sont nécessaires pour accueillir les jeunes élèves dans de bonnes conditions.

Or le gouvernement n'en a pas les moyens. Le village de Goundi, fort de 7 344 habitants, illustre bien cette problématique. Une de ses trois écoles primaires, qui compte 512 élèves, est en très mauvais état : murs fissurés, sols dégradés, charpente laissant passer l'eau. Le projet, modeste mais essentiel, soutenu par l'*Afidesa* et supervisé sur place par un salarié de l'association,

prévoit donc d'importants travaux de rénovation (réfection de la charpente, consolidation des sols et des murs) ainsi que l'achat de matériaux pour fabriquer du mobilier scolaire (tables-blancs). Les travaux seront réalisés par des artisans locaux, et les parents d'élèves investissent dans ce chantier une somme importante, au regard de leurs revenus (200 000 francs CFA, soit 300 euros).

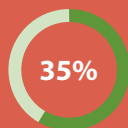
Ils assureront ensuite l'entretien et les petites réparations du bâtiment. Les bénéfices attendus ? Ils sont facilement mesurables : accroître la réussite scolaire des enfants, via un taux de passage en 6^e plus élevé, et augmenter la scolarisation des petites filles.

OBJECTIF

- Améliorer les conditions de scolarité des enfants
- Augmenter le taux de réussite scolaire
- Encourager la scolarisation des filles

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Achat de matériaux pour la rénovation d'un bâtiment de 3 classes
- Achat de matériaux pour fabriquer des tables-bancs



5 500 €
sur un budget
de 15 821 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

Afidesa

(Action finistérienne pour le Développement du Sanguié)

SÉNÉGAL

Commune de Némataba, sud de la
Casamance

**Construction d'un collège avec électricité,
sanitaires et cantine**

ÉDUCATION



PROJET

Le système éducatif sénégalais est globalement de bonne qualité mais avec de grosses disparités locales. La population jeune est en plein essor, et certaines régions peinent à suivre en termes d'infrastructures éducatives. Tel est le cas de la Casamance, au sud du pays.

La commune rurale de Némataba possède ainsi un collège des plus sommaires, fait de paille et de bois, sans eau courante ni latrines. MJVF, implantée dans la région depuis onze ans, propose un projet en plusieurs étapes. Tout d'abord, construire deux blocs de salles de classe en dur, électrifier le bâtiment à l'énergie solaire afin de permettre aux élèves de faire leurs devoirs le soir ; ensuite,

équiper le bâtiment en sanitaires et en eau courante - l'eau potable et les latrines représentent un fort facteur d'attractivité pour les filles. Et enfin, clôturer le lieu et y créer une cantine « bio », alimentée en biogaz via un biodigesteur, avec une parcelle de maraîchage agroécologique, qui sera cultivée par les parents d'élèves ; la production en surplus sera vendue, afin d'abonder les dépenses de fonctionnement du collège. 156 élèves, et à terme, 730 jeunes des environs sont concernés, sans oublier les 3 689 habitants de 5 villages.

Ce projet présente l'avantage de réunir plusieurs volets interdépendants : éducation, santé, égalité des sexes et écologie.

OBJECTIF

- Offrir aux élèves de 11 à 16 ans la poursuite de leur scolarité
- Améliorer l'alimentation des élèves
- Favoriser la scolarisation des filles grâce à l'eau potable
- Protéger l'environnement

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Construction de deux salles de classe
- Construction de deux blocs de 2 latrines et d'un point d'eau
- Adduction d'eau potable
- Clôture du terrain (mur de 400 m)

ASSOCIATION PARTENAIRE



5 200 €
sur un budget
de 62 051 €

MJVF

(Mouvement de la Jeunesse Vélingaraise en France)

INDE

Villages du district de Karur, Etat du Tamil Nadu

Améliorer les ressources et lutter contre la sécheresse dans plusieurs villages

ÉCONOMIE LOCALE



PROJET

En Inde, 64 % de la population active dépend de l'agriculture pour gagner sa vie. Un chiffre qui s'élève à 80 % pour les femmes. Mais le secteur souffre de nombreux fléaux : mauvaise irrigation et dégradation des sols, sécheresse, déforestation, surpopulation. Un phénomène accentué par la pandémie, qui a forcé les travailleurs journaliers des villes à rentrer dans leurs villages. Le district de Karur, très agricole, cumule tous ces handicaps et peine à nourrir ses populations.

Objectif France Inde, qui conduit depuis plus de vingt ans des programmes agricoles durables, en partenariat avec deux ONG locales, propose alors à plusieurs villages un modèle qui a fait ses preuves. Tout d'abord, réhabiliter et

construire des structures hydrauliques : puits, réservoirs, déversoirs. Puis planter plusieurs espèces d'arbres et substituer le vermicompost aux engrais chimiques, afin de fertiliser à nouveau la terre.

Enfin créer des groupes d'entraide pour les femmes survivant sous le seuil de pauvreté, afin qu'elles puissent accéder au microcrédit et lancer une activité complémentaire de revenus, dérivée de l'agriculture. Sans oublier de nombreuses formations (maçonnerie, élevage de chèvre, production de légumes, comptabilité, etc). Cet ambitieux programme touche directement 700 personnes, dont 100 agriculteurs, et 3 500 autres (les familles) de façon indirecte.

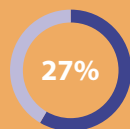
OBJECTIF

- Impliquer les agriculteurs dans la préservation de l'eau et des sols
- Augmenter les revenus des agriculteurs
- Développer les revenus des femmes
- Améliorer la fertilité des sols

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Rénovation des infrastructures hydrauliques (outils, matériel, travaux, main d'oeuvre)
- Plantation d'arbres
- Mise en place d'une unité de vermicompostage

ASSOCIATION PARTENAIRE



15 000 €
sur un budget
de 55 554 €

Objectif France Inde

L'impression de ce livret sur papier 100% recyclé
est réalisée gracieusement
par le service Imprimerie de la Caisse des Dépôts

Crédits photos 1^{ère} et 4^{ème} de couverture :
Initiative Développement / Objectif France Inde / Anjou Madagascar /
Les Amis de Laprak / Sipar/ Altersanté / Kynarou / Casamasanté



L'objectif de l'association est d'apporter **un soutien financier à la réalisation de projets de solidarité internationale** pour améliorer les conditions de vie des populations dans les pays les moins avancés :
santé, éducation, développement local.



Association loi 1901
56 rue de Lille - 75356 PARIS 07 SP
+ 33(0)1 58 50 41 75
cdcdeveloppementsolidaire.org

